

anv

ANARCHISME ET NON-VIOLENCE ✱



SS
US
MUS
RAMUS
RAMUS
PIERRE
PIERRE

16

**pierre ramus :
l'anarchisme,
l'état,
la violence**



**textes choisis et
présentés par
marie martin**



**traduits par
e. armand
m. martin
m. - c. mikhaïlov**

présentation

Ce numéro d' « Anarchisme et non-violence » présente exclusivement des textes d'un auteur peu connu des lecteurs français, l'Autrichien Pierre Ramus. Pourquoi Ramus ?

Si le problème de la violence est très fréquemment, sinon toujours, posé par les anarchistes, rares sont ceux qui ont résolument pris parti pour la non-violence. La critique du monopole de la violence détenu par l'État, l'antimilitarisme général, l'exigence d'une harmonie entre les moyens et la fin n'ont généralement pas fait admettre la nécessité de la stratégie non violente. Souvent elle a été considérée comme un stade idéal, une perfection impossible pour celui qui est lui-même objet du système autoritaire et violent, aliéné par l'exploitation capitaliste et la répression policière ; nous tentons depuis quelques années de le démentir, de proposer des alternatives dans cette revue.

Seul le courant individualiste de l'anarchisme refuse la violence avec une grande constance ; mais l'on sait que les individualistes ne cherchent pas en priorité à transformer la société, ils s'en retirent souvent et adoptent un mode de vie où la non-violence est chose naturelle.

Plus rares sont ceux qui, directement impliqués dans les conflits sociaux, dans le combat socialiste, ont refusé la violence. Pierre Ramus est de ceux-là : dans le contexte de la propagande par le fait et des attentats individuels des années 1900, il choisit une attitude totalement opposée à la violence, sans pour autant désavouer jamais l'action des camarades.

Cette attitude est loin d'être passive, puisqu'il défend toutes sortes d'actions directes, puisqu'il organise des grèves, puisqu'il paie de prison et d'exil sa propagande orale et écrite. Intellectuel, il lutte aux côtés du prolétariat, dénonçant au nom du socialisme la trahison de la social-démocratie. Il expose les thèses de l'anarchisme-communisme dans une série de brochures et de livres, appliquant ses études économiques à l'ensemble de la production et des services, s'essayant à ce qu'aujourd'hui l'on appelle la « prospective ». A ce point de vue-là, ses écrits nous paraissent désuets ; aussi avons-nous préféré publier des textes militants, touchant aux principes de l'anarchisme et du refus de la violence.

Pierre Ramus (de son vrai nom Rudolf Grossmann) était un anarchiste autrichien qui vécut de 1882 à 1942. Tout jeune, il combattait déjà pour les idées anarchistes et antimilitaristes, ce qui l'obligea à quitter l'empire austro-hongrois pour se réfugier en Angleterre, puis aux Etats-Unis.

Le mouvement anarchiste américain du tournant du siècle est vivace ; encore violemment marqué par l'exécution des six ouvriers de Haymarket, il est soumis à une surveillance policière d'autant plus sévère qu'il est dans sa grande majorité composé d'étrangers venus chercher refuge dans une terre encore de pionniers : ce sont les Italiens de Barre et de Newark avec Luigi Galleani, les Allemands de New York autour de Johann Most et de son important journal « Freiheit » (Liberté), les Russes de Chicago avec Emma Goldmann et Alexandre Berkman.

Si les restrictions à l'activité militante sont sévères, la liberté de presse est grande dans le pays d'accueil ; et Ramus aussitôt collabore à plusieurs journaux et en publie un lui-même : « Der Zeitgeist » (L'esprit du temps).

L'exil cependant ne dure pas : Ramus regagne l'Europe en 1904, et en 1907 on le voit au congrès socialiste de Stuttgart. A quel titre y participe-t-il ? car les anarchistes sont exclus depuis 1893 des congrès de la II^e Internationale. Une des questions principales évoquées à ce

congrès est celle de la guerre ; dans le parti social-démocrate allemand, seul Karl Liebknecht défend le point de vue antimilitariste, et, naturellement, Ramus est à ses côtés.

En 1907, la distinction entre « socialistes » et « communistes » ne s'est pas encore faite ; mais le congrès admet seulement « les associations qui adhèrent aux principes essentiels du socialisme : socialisation des moyens de production et d'échange ; union et action internationales des travailleurs ; conquête socialiste des pouvoirs publics par le prolétariat organisé en parti de classe » et qui déclarent « reconnaître la nécessité de l'action politique, donc législative et parlementaire ». Si l'on exclut donc les anarchistes, on admet tous les réformistes, les trade-unionistes, etc.

Est-ce la distance entre les principes du socialisme et l'idéologie des partis social-démocrates qui fait découvrir à Ramus ce qu'il appellera plus tard « la fausse doctrine du marxisme » ? L'avait-il déjà comprise aux Etats-Unis, aux côtés de Johann Most, transfuge de la social-démocratie ? Mais Most était devenu stirnérien, individualiste convaincu, tandis que Ramus est résolument anarchiste-communiste. S'il peut être avec Liebknecht, c'est que celui-ci défend un marxisme non autoritaire, non centraliste, avec d'autres militants comme Rosa Luxemburg et Franz Mehring (1).

(1) Ramus les critiquera d'ailleurs sévèrement plus tard.

Au retour du congrès de Stuttgart, Ramus écrit le « Manifeste anarchiste » : ce n'est en rien une démarcation de Marx, mais un texte précis, image d'un mouvement encore en plein essor. On peut le comparer à l'« ABC de l'anarchisme » qu'Alexandre Berkman écrivit en 1929, non pour imiter servilement Boukharine et Prébrazjenski, mais pour doter le mouvement anarchiste d'un texte de base à large diffusion. Nous publions ci-après de larges extraits du « Manifeste », en ne supprimant que quelques pages d'utopie kropotkienne qui n'enrichissent pas le texte.

Ce sont aussi les grandes années du syndicalisme révolutionnaire. Ramus lit et admire Griffuelhes, Pouget, Lagardelle ; il publie en 1908 « Critique et éloge du syndicalisme ». Mais son activité principale est la rédaction de deux périodiques, une revue mensuelle : « Die Neue Generation » (La Nouvelle Génération), qui sera reprise après guerre par d'autres rédacteurs, et un journal bimensuel : « Wohlstand für Alle » (Le Bien-être pour tous). « Il y pose, inégalement, les principes d'une nouvelle organisation de la société selon le communisme-anarchisme et — bien avant Gandhi — y défend l'idée de la révolution sociale obtenue par l'action directe et la résistance passive, seuls moyens d'atteindre le but final : tout soulèvement militaire est d'avance condamné à la défaite » (2).

(2) « Befreiung », juillet 1966.

Quand éclate la guerre en 1914, Ramus est un des rares objecteurs de conscience autrichiens. Ses années de prison et de camp, pendant lesquelles il écrit une grande partie de ses œuvres, sont bien décrites dans l'article d'Olga Misar.

La guerre de 14-18 marque un tournant de grande importance dans les mouvements et l'idéologie antimilitariste. Avant 1914, les brochures de propagande sont merveilleusement enthousiastes, il n'y aura plus de guerre, l'internationalisme prolétarien fera ses preuves, les dépenses d'armement des gouvernements augmentent mais nous ne nous battons jamais plus les uns contre les autres...

Et puis, la guerre.

A peine est-elle terminée que les mouvements antimilitaristes retrouvent une activité nouvelle, se multiplient : les années 20 voient se créer le Mouvement international de la Réconciliation, le Service civil international, l'Internationale des résistants à la guerre... Cette fois, on croit avoir pour de bon surpassé les frontières.

L'optimisme renaît, grâce aussi à la Révolution russe de 1917 qui, croit-on, ébranle le capitalisme mondial : elle est suivie de révolutions en chaîne pendant l'année 1918, à Budapest (avec Bela Kun et cette pléiade de jeunes intellectuels marxistes aux postes dirigeants : Lukacs, Ferenczi, Roheim...), à Mu-

nich (avec les anarchistes Landauer et Mühsam, les marxistes Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg), à Vienne (avec Max Adler). L'espoir cependant est de courte durée : toutes les révolutions sont cruellement écrasées, ouvriers et leaders meurent en prison, sur les barricades, dans la rue.

La révolution viennoise, pour brève qu'elle ait été, a tiré Ramus de prison ; aussitôt il se lance à nouveau dans la lutte, et rassemble autour de son hebdomadaire « Erkenntnis und Befreiung » (Connaissance et libération) un groupe appelé l'Union des socialistes anti-autoritaires (« Bund Herrschaftloser Sozialisten »). Y participent, entre autres, le psychanalyste Sigmund Freud, l'écrivain pacifiste Franz Kobler, l'historien de l'anarchisme Max Nettlau.

Ramus est à la fois journaliste, écrivain, orateur, traducteur ; il poursuit sans relâche son activité de propagande, publie des traductions de Kropotkine et de Tolstoï, un roman écrit en prison, deux livres théoriques : « Die Neuschöpfung der Gesellschaft im Bereich des Sozialismus » (La recreation de la société à portée du socialisme) en 1921, et « Die Irrlehre des Marxismus » (La fausse doctrine du marxisme) en 1927.

La montée du fascisme limite le domaine de ses activités, l'expose à la répression : il manque par

deux fois d'être victime d'attentats; en 1934, il est condamné à 14 mois de prison pour sa propagande en faveur de la vasectomie.

A sa sortie de prison, il ne peut plus agir librement pendant longtemps : l'Anschluss de l'Autriche avec l'Allemagne nazie l'oblige à quitter à nouveau son pays, après s'être caché pendant plusieurs semaines, changeant chaque nuit de domicile ; il parvient à gagner la France par la Suisse. Il n'y sera pas isolé : il est lié depuis longtemps avec les anarchistes français, avec E. Armand en particulier, qui a traduit ses brochures. La guerre d'Espagne le préoccupe et l'inquiète ; on trouve des articles de lui dans « *Cultura proletaria* » de New York, en 1938, mais il n'a malheureusement pas l'occasion de développer ses idées, les problèmes que lui pose la participation des anarchistes à une guerre civile.

Lorsque la guerre éclate, il est envoyé en camp de concentration,

considéré comme un « étranger dangereux » ; il faut tous les efforts des plus influents de ses amis pour arriver à l'en faire sortir. Peu de temps après, les armées allemandes entrent en France, et Ramus continue de fuir : par l'Espagne et Tanger, il arrive au Maroc.

Entre-temps, sa famille s'est établie en Amérique (sa veuve et sa fille vivent encore aujourd'hui aux Etats-Unis) et tente tout son possible pour le faire venir. Enfin le Mexique veut bien l'accepter, et il s'embarque en mai 1942. Mais il est malade, épuisé : il meurt en mer le 27 mai, sans revoir sa fille ni sa compagne.

Il laisse un grand nombre de manuscrits, qui se trouvent aujourd'hui à l'Institut international d'histoire sociale à Amsterdam ; aucun inédit n'a été publié depuis sa mort.

Marie MARTIN

LE

MANIFESTE

ANARCHISTE

Que veulent les anarchistes-communistes ?

Nous, qui défendons la théorie de l'anarchisme-communisme, sommes adversaires de toute religion reposant sur une révélation inexplicable et de toute mystique théologico-cléricale ; nous sommes adversaires de l'Etat ; nous sommes adversaires de la propriété privée ; nous sommes adversaires de toutes lois imposées par des hommes à d'autres hommes ; nous détestons franchement toute union d'hommes imposée par la violence, et donc aussi l'institutionnalisation des relations sexuelles par le mariage.

L'anarchisme est une conception du monde dont le principe social repose dans le concept de l'**anti-autorité**. L'autorité est un fait historique, non originel. Elle est née avec la pensée métaphysique de l'homme primitif et fut seulement fondée, dans l'ancienne organisation tribale, par la domination des prêtres qui en ont fait une institution durable. Toute autorité est toujours violence, et l'apparition de son concept préparait son assise matérielle. Sous la conduite des prêtres, qui furent aussi les premiers rois, la croyance ignorante et la soumission à un être transcendant, surnaturel, appelé Dieu mena à la croyance en son autorité temporelle. Ainsi naquit l'Etat. Pour justifier cette autorité temporelle, il fallait un privilège,

le monopole de la propriété, qui trouva sa forme provisoire dans la propriété privée. Et pour protéger ce monopole en faveur d'une oligarchie, le droit de propriété privée, qui jusque-là ne régissait que des cas particuliers, fut érigé en norme et trouva son couronnement dans la jurisprudence romaine, dans le code romain.

Avec la création de la propriété privée par la violence politique, par l'Etat, s'ouvre un nouveau chapitre de l'histoire de l'humanité. Bientôt ce qu'il y avait d'originellement naturel entre les hommes disparaît presque entièrement. Dans toutes les circonstances de la vie tant individuelle que publique, c'est maintenant l'Etat et l'intérêt personnel des propriétaires privés qui prononcent les paroles décisives. L'humanité souffre ainsi de deux fléaux : **l'autorité** et le **monopole de la propriété privée**.

L'anarchisme fonde sa théorie sociale, son but idéal sur l'individu libéré, sur la libre individualité de l'homme. Il ne voit dans l'histoire universelle, dans toutes les époques de vie étatisée, que la dégradation et l'écrasement de cette individualité, l'extinction violente de toutes les possibilités de développement qui reposent en chacun. Des millénaires de violence ont fait de l'homme un fauteur de violence, et le libérer des violences exercées contre lui doit commencer par l'homme lui-même. Il doit se libérer des innombrables carapaces de la violence érigée en morale, du goût du pouvoir, des basses envies de possession, des convictions médiocres et atrophiées qui font apparaître l'homme actuel comme un estropié mental et caractériel, à l'opposé d'un homme vrai, totalement développé et actif. Le jour où la justice et l'égalité sociale sont instaurées, où l'évolution permet des progrès de toutes sortes, s'ouvrent de nouvelles possibilités économiques ; l'esprit et l'instinct de liberté de l'homme accélèrent la destruction inéluctable des institutions actuelles de la société tyrannique. Cet itinéraire de la liberté que l'homme doit parcourir ne peut passer que par un chemin : par l'exclusion logique de toutes les puissances de violence étatiques de la sphère de l'action de paix humaine et de vie sociale.

Ainsi l'anarchie, c'est la société sans Etat. L'anarchie, c'est l'ordre et l'organisation de la vie individuelle, sociale, collective selon l'accord unanime des participants, cependant sans la pression violente d'aucune puissance extérieure.

En anarchie la loi, qui ne représente que la dictature de l'Etat, disparaît de la vie sociale, de même que l'Etat. Et ce sont les mêmes causes qui provoquent sa disparition, les mêmes motifs qu'invoquent les anarchistes pour être adversaires de toute loi faite par des hommes pour et contre d'autres hommes.

Dans l'histoire de l'humanité, l'Etat a toujours été une force usurpée dont l'efficacité reposait sur une volonté autoritaire. L'Etat, absolutisme, monarchie, république ou démocratie, est toujours le même Etat : l'instrument d'une catégorie de personnes qui ont eu le pouvoir en main soit par un processus historique de violence, soit par la crédulité et l'inconscience des autres, et qui, par la suite, pour leur profit et pour celui de la clique dirigeante, brandissent le fléau de l'exploitation et de la tyrannie sur la tête des peuples subjugués. Et c'est la loi qui leur a servi à faire de leurs mesures arbitraires et artificielles des actes saints. La loi joue sur le plan temporel le même rôle que l'« Ecriture sainte » ou les « Commandements divins » dans la religion. La loi sanctifie le crime des dirigeants contre les opprimés et justifie tout ce qui se fait sous le couvert du droit. Combien la loi est réactionnaire, ennemie de toute pensée rationnelle, un seul exemple peut le prouver : née du droit usager et de la tradition, elle entraîne encore ses conséquences néfastes, elle venge et châtie encore même quand, depuis longtemps caduque, elle ne correspond plus en rien aux conceptions nouvelles d'un peuple ou de ses représentants les plus éclairés.

Le fondement économique de l'anarchisme, c'est le socialisme dans son sens le plus large, en particulier le système économique le plus logique et le plus conséquent du socialisme, c'est-à-dire le communisme.

Le système de la propriété privée sous sa forme monopolistique n'est pas une chose naturelle. Si cela était, il n'aurait pas besoin de l'Etat pour le protéger, il pourrait subsister complètement de lui-même. Mais la propriété privée ne s'obtient que par l'Etat, et provoque la compétition entre les hommes, la chasse aux richesses. Le combat pour la propriété matérielle exclusive (le monopole) serait chose explicable si l'humanité se trouvait dans la déplorable situation de manquer de produits et de richesses naturels au point de ne pouvoir subsister. Mais c'est juste le contraire : la productivité naturelle peut encore être augmentée de façon colossale, grâce aux techniques de perfectionnement admirables comme celles de la culture intensive du sol. C'est donc uniquement pour l'enrichissement personnel de ceux qui participent à ce vol organisé que la propriété privée est conservée. Par conséquent, elle n'a aucune raison d'être dans une société anarchiste. (...)

L'anarchiste n'est pas un fanatique irréaliste. Il sait bien que, lorsqu'on poursuit un idéal et que l'on veut vraiment l'atteindre, on doit combattre pour lui, lui sacrifier son Moi, son Tout. L'anarchiste est infiniment plus réaliste que l'autre tendance du socialisme qui l'avoisine : la social-démocratie. L'anarchiste ne fait aucun détour dans ses moyens et ses méthodes, il vise directement son but qui est **l'abolition de l'autorité de l'Etat et de la propriété privée**. Il conforme à ce but ses moyens et ses actions propagandistes et tactiques.

La société moderne offre à l'homme trois sources de revenus. D'abord la **rente** que rapporte la propriété du sol ; elle n'englobe pas seulement la rente foncière, mais aussi les divers avantages que l'Etat et l'industrie confèrent aux parasites ; deuxièmement le **profit**, rendu possible dans l'industrie par une économie de monopole basée sur la propriété privée ; troisièmement le **revenu du travail**, réparti par ceux qui détiennent les revenus décrits ci-dessus entre les vrais producteurs, les ouvriers, et qui tend vers le minimum vital pour la bonne raison que les deux sources de revenu obtenu sans travail veulent se tailler une part aussi grosse et complète que possible.

Les puissances dominantes avec leurs coteries partisans s'efforcent tant et plus de maintenir ces rapports de revenus. Un seul parti prétend s'opposer au système en vigueur : c'est la social-démocratie (1).

Ce parti a réussi à acquérir une influence notoire auprès des ouvriers. Si aujourd'hui cette influence décroît naturellement, si elle est ébranlée dans les cercles d'ouvriers éclairés, la faute en est à près de quarante-cinq ans d'activité parlementaire de ce parti, période qui prouva sa stérilité et sa corruption totales.

C'est en Allemagne que nous avons eu l'occasion la plus claire d'observer sa montée et son déclin tant idéologique que moral.

A partir d'une conception économique fataliste, le socialisme marxiste développe la négation de l'essence de tout vrai socialisme. Le socialisme est un système économique qui socialise tous les moyens et services collectifs ; mais la société n'a rien à voir avec l'Etat, qui est au contraire le principe de l'« anti-social », de la propriété privée et de l'autorité. Mais le marxisme a socialisé l'Etat, et c'est ainsi que le socialisme **autoritaire** — qui est en quelque sorte l'ennemi de la civilisation — a connu sa plus belle prospérité dans la social-démocratie. A cela s'ajouta la croyance que la société pouvait être réformée par l'Etat, ce qui est faux, car toute réforme réelle et profonde de la société dans une direction socialiste sup-

(1) Le parti social-démocrate d'avant 1917, c'est-à-dire le parti marxiste, ou « communiste » d'alors.

pose la disparition de l'État. Ce n'est pas ce que veut la social-démocratie, qui aspire seulement à un État démocratique ; ce n'est donc pas un parti socialiste, mais un parti « conservateur de l'État » ; sa faible et stérile opposition verbale aux représentants de l'État actuel n'y change rien. La tactique de la social-démocratie s'est logiquement tournée vers le moyen de la bourgeoisie, vers le parlementarisme ; or ce dernier ne pourra jamais être un moyen de libération, mais sera toujours le champ où les représentants des intérêts des différents groupes sociaux voient leurs querelles en formulant des revendications communes au sujet de l'État, des perceptions d'impôts dans les diverses couches sociales, afin de troubler le moins possible la paix, l'ordre et la tranquillité de la société exploiteuse. Cette tactique a porté ses fruits : aujourd'hui déjà, la social-démocratie ne représente plus le socialisme qu'en tant que moyen démagogique médiocre pour appâter les masses ; en vérité, elle est devenue un parti démocratique réformiste qui a renoncé depuis longtemps à agir pour la Révolution sociale, pour l'éducation révolutionnaire du peuple. C'est à peine si elle est à la hauteur du libéralisme bourgeois, radical-démocratique anglais.

Dans les partis social-démocrates importants des autres grands États, Autriche, France, etc., le marxisme n'a jamais joué un rôle essentiel. Ils sont devenus aujourd'hui des partis exclusivement démocrates et réformistes, qui ont enterré tout élan révolutionnaire du socialisme et du prolétariat sous la tourbe de la course aux mandats parlementaires.

Les anarchistes sont actuellement les seuls vrais socialistes. Ils sont aussi les seuls qui combattent les sources de revenus décrites plus haut des différentes classes de la société bourgeoise, de telle façon qu'elles sont tenues de diminuer la rente et le profit usurpés au profit du salaire du travail, jusqu'à les supprimer entièrement. Les anarchistes sont aussi les seuls à préparer réellement et pratiquement la « réforme sociale ». Ils reconnaissent en effet qu'une amélioration de la condition de l'ouvrier ne pourra jamais être menée à bien par une loi, mais qu'elle sera uniquement le résultat du combat économique du prolétariat. Toutes les luttes pour une vie meilleure ne peuvent être menées avec succès par le prolétariat qu'en dehors du parlement ; de même le dernier combat de la révolution sociale, qui est appelé à supprimer les rapports d'esclavage du prolétariat, ne pourra être mené que par des moyens non parlementaires.

Ainsi donc, les anarchistes sont pour la réforme pratique et la lutte de classe quotidienne du prolétariat. Toutefois cette lutte de classe ne saurait jamais être menée au parlement, dans des discours

de principe des députés en habit. La lutte de classe se passe dans l'arène de l'industrie, dans chaque fabrique, dans chaque atelier, dans chaque ferme, où le prolétaire qui s'éveille ressent la possibilité d'une vie nouvelle et lutte pour l'atteindre. Les anarchistes n'ont aucune confiance dans la récolte des votes par des phrases démagogiques et des réunions publiques, mais ils ont confiance dans la solidarité jusqu'au sacrifice du prolétariat. Cette solidarité se réalise dans la vie de travail par la grève et trouve son expression pratique achevée dans la **grève générale**. Si par celle-ci le prolétariat conquiert une seule de ses exigences — comme c'est déjà arrivé plusieurs fois —, le résultat d'une telle victoire est une véritable réforme réalisée par le peuple, qui ne l'endort pas mais peut le préparer à un nouveau combat.

Toute lutte économique est une lutte politique, non au sens de l'urne électorale, mais au meilleur sens social-révolutionnaire. En outre, les anarchistes sont aussi éminemment actifs politiquement. Mais ce n'est pas au sens des votations, qui signifient le renforcement de l'ordre bourgeois, mais dans un sens **anti-étatique**. Ils sont les seuls **antimilitaristes** actifs, car ils savent que la paix est impossible, que le militarisme reste une malédiction éternelle pesant sur les peuples, tant que subsiste l'Etat. Si l'on veut la paix, il faut supprimer le fauteur de troubles, l'organisateur de la guerre, l'Etat, et, si l'on veut agir **politiquement**, l'antimilitarisme conséquent offre un champ d'action de masse bien plus signifiant, bien plus riche que le vote une fois tous les cinq ans ou les stériles discours parlementaires. L'antimilitarisme est la seule action du prolétariat qui le rapproche de son but final. Les anarchistes sont des antimilitaristes conséquents, qui ne veulent pas transformer le militarisme ni conquérir l'Etat mais les supprimer tous les deux.

Cela n'épuise pas les moyens d'action des anarchistes. Dans leur tactique commune ils possèdent encore les plus signifiants : **l'explication et la propagande incessantes de l'idéologie anarchiste**, ainsi que le **mode de vie anarchiste** qu'adopte logiquement toute personne qui se dit fièrement anarchiste.

C'est dans la révolte de l'individu et de chaque petit groupe contre la situation actuelle que réside la première impulsion vers le nouveau. L'anarchiste le sait ; sa révolte personnelle a lieu quotidiennement. Il ne se soumet à aucune loi de la coutume, à aucune tradition, à aucune morale ; il n'obéit qu'à sa raison et à ses principes de vie idéaux. Et comme son comportement est différent mentalement, économiquement, moralement, intellectuellement et psychiquement de celui de l'homme du commun, il agit en détruisant ce qui existe, construisant pour l'avenir, pour la société affranchie.

Pierre RAMUS

les objecteurs de conscience en autriche

Avant la [première] guerre mondiale, le mouvement antimilitariste était relativement peu étendu en Autriche ; si, sous la terrible pression du militarisme, il ne se trouvait que peu d'hommes pour refuser d'être ses esclaves, il faut plus s'étonner du courage de ces quelques-uns que de leur petit nombre. La génération des hommes astreints au service avait été élevée dans la tradition du service armé généralisé ; son esprit était profondément asservi, au point que l'influence de cet esprit d'esclave s'étendait jusqu'aux femmes, aux hommes qui n'avaient pas servi, ainsi qu'à toute la vie publique.

La grande majorité du peuple autrichien n'a certainement jamais pensé que l'on puisse se soustraire à la fatalité du service militaire ; la propagande ne pouvait se faire dans tous les milieux, et bien peu d'hommes arrivent d'eux-mêmes à des idées et des décisions autonomes ! En Hongrie, la secte religieuse des *Nazaréens* montrait clairement à ses adeptes la nature criminelle de la guerre, et beaucoup parmi eux refusaient le service en se référant à un droit qui leur était anciennement garanti. Pendant la guerre, ce droit ne fut plus reconnu, et plusieurs d'entre eux furent fusillés.

(...)

Beaucoup de gens aussi refusaient pour des raisons nationalistes de prendre part à une

guerre pour l'Autriche, des Slaves qui ne voulaient pas se battre contre la Russie, comme il y a aujourd'hui des Allemands en Tchécoslovaquie qui refusent de s'engager sous des drapeaux tchèques. Mais on ne peut pas les compter parmi les pacifistes. Un certain nombre d'antimilitaristes viennois allèrent en prison pour d'authentiques raisons de conscience, mais sans avoir à faire le sacrifice de leur vie. Il faut noter, pour l'exposé qui suit, que tous ceux dont nous parlerons ont acquis leurs conceptions et ont agi en antimilitaristes grâce à l'agitation d'un seul homme, *Rudolf Grossmann* (*Pierre Ramus* de son nom de plume). C'est grâce à lui que tous sont devenus antimilitaristes.

(...)

Rudolf Grossmann avait prêté le serment de guerre, mais dès les premières semaines de son service militaire il fut saisi de si violents remords que, vite décidé, il profita d'une permission pour ne plus rentrer dans le rang et se mit à la disposition des autorités militaires comme objecteur de conscience. Il fut arrêté et gardé longtemps en observation à l'hôpital psychiatrique de Steinhof (près de Vienne) — bien qu'il fût absolument normal.

(...)

Cet homme a agi sans relâche en Autriche pour la cause du pacifisme radical, et déjà sous

la monarchie il a subi une série de peines de prison. C'est peut-être à cause de ses convictions anarchistes, proches de celles de Léon Tolstoï, qu'il osa dire des choses que les autres n'osent même pas penser. La suggestion du militarisme n'avait absolument aucune prise sur lui, et il manquait totalement de respect, ce qui avait rendu furieuses les autorités monarchiques. Il n'est que de lire dans son roman, « *Friedenskrieger des Hinterlandes* » (*Combattant pour la paix de l'arrière*), où il décrit sa propre destinée pendant sa prison de guerre, les réponses qu'il fit aux juges militaires ; on aura peut-être tendance, connaissant les rapports militaires, à douter de l'authenticité de la reproduction ; mais qui connaît l'homme personnellement croit sur parole cette description, car elle s'accorde tout à fait avec sa méthode. Il avait saisi toute la bassesse de l'esclavage militaire, lui opposait le courage de l'homme libre et le combattait avec ses propres armes, tout en étudiant de près les lois et s'y opposant avec la même habileté que ceux qui voulaient le perdre.

Dans sa propagande antimilitariste et pacifiste, Ramus s'est toujours adressé particulièrement au peuple travailleur. Sa manière d'écrire dans son journal publié à Vienne depuis 1907, « *Wohlstand für alle* » (*Bien-être pour tous*), s'est toujours accordée avec la compréhension du prolétariat. Le meilleur exemple en est l'éditorial du

journal écrit juste avant que la guerre éclate, le 24 juillet 1914, et publié peu avant son arrestation violente dès la proclamation de l'état d'urgence, le 25 juillet. Cet article, «*Man schürt zum Krieg*» (*On incite à la guerre*), représente aujourd'hui un document historique. Il n'y avait, soit dit en passant, aucun autre journal dans l'Autriche d'alors qui eût publié à l'époque un tel article.

Après cela, il n'est pas étonnant que Ramus ait été arrêté ; ce serait arrivé de toute façon. Car, comme nous l'avons dit, personne en Autriche n'avait une si mauvaise réputation auprès des autorités que cet homme par ses activités antimilitaristes subversives.

Sous l'accusation d'espionnage et de haute trahison, Ramus fut jeté en prison militaire. En plus de cet article, on cherche divers chefs d'accusation antimilitaristes, afin de rendre inoffensif le dangereux agitateur. Il aurait conseillé à une connaissance de ne pas retourner en caserne ; il aurait traduit une brochure française sur l'empêchement de la guerre ; il serait responsable d'un article sur l'esprit anti-guerrier de l'Association internationale des travailleurs de 1867, etc. — accusations qui étaient juridiquement insoutenables. La recherche sur l'article «*On incite à la guerre*» s'écroula, car le numéro en question du journal avait été publié un jour avant la déclaration de l'état d'urgence, et aucune pour-

suite légale ne pouvait être fondée sur ces ordonnances qui n'avaient pas d'effet rétroactif. En tout cas, seule cette circonstance heureuse lui sauva la vie.

En tout, Ramus a passé neuf mois de la guerre en prison, en deux fois. Le reste du temps, il était d'abord interné, puis assigné à résidence à Klosterburg, avec l'obligation de se présenter quotidiennement à la gendarmerie. Il semble incroyable, et pourtant c'est vrai, que malgré l'interdiction formelle des autorités il ait échappé plusieurs fois par semaine à l'inspection de la gendarmerie et ait développé secrètement à Vienne une activité antimilitariste. Il essaya aussi, lors d'une grève à Vienne en janvier 1918, de lui donner une direction visant à abolir la guerre. Seule la Révolution libéra Ramus des sévères conditions d'assignation qui lui étaient imposées.

Sa situation fut la plus dangereuse — peut-être plus encore qu'au début de la guerre, lorsqu'il avait été emprisonné avant d'avoir pu faire quoi que ce soit contre la guerre — lors de sa seconde arrestation en 1915. L'étourderie d'un de ses camarades avait permis à la police d'entrer en possession du manuscrit d'un roman de Ramus. C'était celui que nous avons déjà cité, «*Le combattant pour la paix de l'arrière*», où l'auteur décrit ses expériences de prison et l'image de la guerre mondiale sous une forme romancée, mais dans des couleurs réalistes plus

fidèles qu'à l'ordinaire. Ce roman fut l'objet de la poursuite. Ramus y avait exprimé sans crainte toutes ses idées sur la nature de la guerre, sur le rôle criminel des puissants et sur ce que dissimule la politique. Sans aucun doute la police, qui connaissait déjà ses convictions et ses activités publiques, qui savait qu'une communauté de deux mille personnes au moins partageaient ses opinions et qu'il défendait toujours courageusement le point de vue de l'antimilitarisme, la police et la justice militaire, où Ramus fut amené menotté, saisirent avec plaisir l'occasion de venir à bout une fois pour toutes d'un si dangereux adversaire.

Avant de pouvoir reprocher quoi que ce soit au prisonnier, il fallait au moins donner satisfaction aux prescriptions juridiques : il s'agissait de savoir si l'écrit était destiné à être diffusé. Ramus sut présenter la chose de la façon suivante : le manuscrit, sous clef, avait été donné à un ami, avec un entête disant qu'il était légué en testament à ses deux enfants. Et lorsqu'il s'agit de répondre à la question la plus importante, à savoir si Rudolf Grossmann, de son nom de plume Pierre Ramus, ne faisait qu'un avec ce dernier, toute instruction supplémentaire contre lui fut impossible, car il ne voulut absolument pas confirmer cette identité — qu'il fallait prouver sans équivoque lors de toute accusation de haute trahison selon la

loi autrichienne —, bien que la police la connût et qu'il ne la niât jamais.

Cet habile comportement recouvre une action révolutionnaire et une conviction d'une force immense ; car seul le refus de se soumettre en quoi que ce soit à l'autorité du tribunal pouvait lui donner l'idée de ne pas admettre l'identité de sa personne avec son nom de plume. Le tribunal ne laissa pas d'essayer de briser ou de duper cette résistance, et ce sont les chapitres les plus émouvants du roman — continué et complété après la guerre —, ceux où Ramus décrit de quelle manière inquisiteur sa femme, sa compagne de combat la plus courageuse pendant des dizaines d'années, fut entendue sur cette affaire, et trouva dans son angoisse pour son mari la réponse juste qui lui permit de le sauver.

Lors d'une audience, Ramus dit à l'auditeur qu'il ne voulait pas servir et qu'il ne prêterait pas serment au drapeau. L'auditeur le menaçait en disant qu'il allait trouver le moyen de l'y forcer. Il ferait lire le serment devant lui, ce qui serait considéré comme la prestation. Ramus répliqua qu'il se boucherait les oreilles, et lorsque l'auditeur lui dit qu'il lui ferait lier les mains, Ramus eut l'idée de soutenir qu'un tel procédé serait une oppression, et que le serment devait être prêté volontairement. Sur quoi l'auditeur, se trouvant acculé, et abattu par tant d'énergie, le fit reconduire. Lors

de toutes les inspections, même celles exigées pendant son assignation à résidence, Ramus a toujours su contrecarrer les tentatives qu'on faisait de lui faire prêter serment.

Le roman contient plusieurs descriptions de valeur de la vie de prison et des méthodes du militarisme. Lorsqu'on apprend sur quoi se fondent les dénonciations de haute trahison et comment des existences sont complètement ruinées, on ne peut que s'étonner du fait qu'une hypocrisie et une brutalité telles aient jamais été imaginables. Car il s'agit dans la majorité des cas d'évidences qui étaient à la bouche de tout un chacun, de telle sorte que l'on aurait dû enfermer toute la population sous le même chef d'accusation. Un avocat tchèque de Kremsier, très considéré, fut dénoncé car un garçon de douze ans qui l'avait entendu parler de la chambre voisine et craindre que la guerre ne finisse mal, car jamais des Slaves ne se battraient contre d'autres Slaves. Un autre ouvrier, gravement malade, fut accusé par son propre logeur sous le prétexte diffamatoire qu'il aurait dit que les autres n'avaient qu'à faire eux-mêmes leur guerre. La seule raison de cette diffamation était que le logeur voulait se débarrasser de son locataire malade et que la loi sur la protection des locataires l'en empêchait.

Ce sont quelques exemples typiques, il y en eut d'innombrables. Même ceux qui étaient emprisonnés pour des convictions antimilitaristes clairement exprimées avaient seulement dit quelque chose, emportés par leurs sentiments, qui avait été entendu par leurs voisins et utilisé comme dénonciation.

Pendant que leur « leader » idéologique Ramus était en prison, plusieurs camarades antimilitaristes se sont aussi fait emprisonner volontairement, car ils avaient décidé d'être proches de lui pour conserver des contacts et pour en informer les autres anarchistes. Grâce à plusieurs hasards inhabituellement heureux, mais plus encore grâce à son habileté propre, l'homme auquel le mouvement antimilitariste autrichien est le plus redevable et duquel il attend le plus, cet homme à survécu aux terribles dangers de la guerre. Espérons que le mouvement antimilitariste international réussira par les efforts de tous à s'épargner à l'avenir de tels dangers et de telles souffrances.

Olga MISAR

la préparation

à

la

guerre

sans la résistance du

peuple

Ce texte de Ramus est tiré de la Brochure mensuelle n° 154, Paris octobre 1935. Il commence par une description de la préparation à la guerre qui se fait dans tous les pays et de la montée de l'hitlérisme. Nous avons supprimé certains passages qui sont devenus inactuels.

POURQUOI ?

[...]

Le danger de guerre devient de plus en plus menaçant. Cela nous pose la question : Quelles sont les mesures qui pourraient éviter que la guerre éclate en empêchant la **préparation** à la guerre ? Où sont les grandes organisations qui s'opposent à la course aux armements de tous côtés ? Où est ce grand mouvement de la paix qui s'oppose à la guerre et à sa préparation (sans laquelle toute guerre est impossible) ?

Le mouvement pacifiste de notre époque se compose des tendances suivantes :

1. Les pacifistes de gouvernement, les hommes d'Etat et politiciens qui prétendent travailler pour la paix.
2. Les pacifistes bourgeois de la démocratie et du libéralisme.
3. Les partis politiques dits ouvriers, socialistes, bolchévistes, etc.
4. Les mouvements syndicaux qui suivent les précédents.
5. La « Ligue mondiale pour la suppression de la guerre », fondée par Henri Delmont.
6. La Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté.
7. La Ligue internationale pour le rapprochement des peuples.
8. L'Association internationale antimilitariste.
9. L'Internationale des résistants à la guerre.

Cette liste ne prétend pas être complète, mais elle est assez large et il convient d'examiner l'activité actuelle de toutes ces organisations.

Celles nommées aux paragraphes 1. et 2. s'appuient surtout sur la « Société des Nations » et le « Pacte Kellogg ». Leur œuvre pour la paix est identique à l'action pacifiste de l'Eglise ; elles militent et sont adhérentes de l'idée de paix aussi longtemps que la guerre n'a pas éclaté. Le cas échéant, elles s'associent au parti guerrier sous le prétexte d'une « nécessité insurmontable ». D'ailleurs, ces gens sont en grande partie intéressés eux-mêmes à la victoire de leur gouvernement, ayant des positions au gouvernement et, secrètement, la plupart d'entre eux sont actionnaires de l'industrie internationale d'armements.

(...)

Voyons maintenant les **partis politiques dits ouvriers**. Leurs chefs sont dans les divers parlements. En leur qualité de parlementaires, ils ont juré à l'Etat de le secourir dans tout danger, c'est-à-dire qu'ils sont obligés, en cas de guerre, de prendre parti pour l'Etat,

de faire comprendre au peuple par des phrases nationales et patriotiques la nécessité de la défense du pays.

D'ailleurs, socialistes et bolchévistes savent très bien qu'eux aussi auront besoin d'une armée au moment où ils auront pris le pouvoir, surtout pour abattre le mécontentement populaire. Le bolchévisme russe en donne un exemple frappant et classique. Son militarisme gigantesque a été organisé d'abord pour asservir le peuple russe, pour l'exploiter et le tenir dans l'oppression. Il en résulte une organisation armée prête à la guerre, quoique les dictateurs bolchéviques connaissent fort bien les moyens de l'antimilitarisme pour **désarmer** tous les gouvernements bourgeois et ainsi rendre impossible toute guerre. Mais le marxisme veut être aussi un Etat avec grand pouvoir ; c'est pourquoi son action n'a pas le caractère destructif de l'anarchisme ; il ne sait qu'imiter le militarisme bourgeois en menant le malheureux peuple russe à la ruine par la guerre, de la même façon qu'Hitler le fait avec le peuple allemand.

Il appartient à la tragi-comédie de notre temps de voir que deux Etats qui se disent « socialistes » forment actuellement le front de guerre le plus acharné. Entre le national-socialisme et le bolchévisme, il n'y a qu'une différence de mots ; en vérité, ce sont deux rivaux qui luttent pour la suprématie nationale. Le tragique, c'est que les peuples des deux côtés croient combattre pour leurs propres intérêts. Dans les coulisses, les deux groupes dirigeants appartiennent au même Trust international des armements...

En ce qui concerne le **mouvement syndical** dans le combat pour la paix, il n'a pas de valeur, car ce mouvement se contente des combats journaliers pour les salaires (si encore il le fait..) et pour une amélioration minime dans le système capitaliste et monopoliste. Le combat contre la guerre, il le laisse aux partis politiques, comme actuellement en Angleterre, ou comme autrefois en Italie, en Allemagne et en Autriche.

La Ligue internationale syndicale (Amsterdam) a bien pris en 1922 de très bonnes résolutions pour une action directe et la grève générale contre la guerre, mais elles sont restées platoniques. Pour avoir une valeur pratique, on aurait dû se tourner contre l'industrie des armements afin de rendre impossible la préparation à la guerre. On ne tarda pas à oublier les anciennes résolutions antimilitaristes car, ce que l'on n'exerce pas, on ne le retient pas...

Le mouvement syndical mène un combat économique si difficile pour pouvoir garder au moins un niveau de salaires moyen que

son action sociale a été refoulée par les difficultés de l'existence économique, et que le renversement du système lui est devenu impossible.

(...)

En ce qui concerne le **Mouvement international de la réconciliation**, nous regrettons que cette organisation de paix qui base son travail sur un fond éthique chrétien n'ose pas suivre l'effet jusqu'à la cause et s'attaquer à l'Etat.

C'est pourquoi la propagande de cette organisation ne peut être efficace pour la paix. Elle ressemble à toutes les Eglises, qui toutes « veulent la paix » et s'affichent contre toute guerre, mais qui ne disent jamais aux croyants de refuser le service militaire, ni de faire objection, au nom de la parole du Christ, aux obligations meurtrières que ce service admet.

Il n'y a que l'**Association internationale antimilitariste** et l'**Internationale des résistants à la guerre** qui fassent la propagande de l'action directe contre les gouvernements, l'industrie des armements et le militarisme en tout — ces trois maux sont combattus encore efficacement par l'**Internationale anarchiste**. Les principes propagés par ces organisations pourraient empêcher toute guerre.

Malheureusement, ce sont justement ces organisations pour le combat pour la paix qui sont faibles puisqu'elles n'ont jamais eu l'aide des autres mouvements « pacifistes ». Les idées de l'action directe et du sabotage de la préparation à la guerre, de la production d'armements, n'ont pas encore pu atteindre les masses.

C'est surtout l'**empêchement de la guerre** qui est d'une importance primordiale. Une action après que la guerre a éclaté vient trop tard. Ce que l'on n'a pas fait contre la préparation à la guerre, on ne pourra pas le rattraper après.

Si l'Etat a pu déclencher une guerre, la résistance arrivera trop tard ; non qu'il ne s'agisse plus à ce moment de faire des actions antimilitaristes, mais ce seront des actions aux moindres chances de réussite.

L'autorité, l'État et le combat contre la guerre

Comment se fait-il qu'actuellement toutes les organisations de paix soient sans aucune influence sur le peuple, au moment où leur activité serait de la plus haute importance ?

La réponse à cette question peut faire voir les fautes commises dans le passé pour les éviter à présent et pour sauver pour l'avenir ce qui est encore à sauver.

Cette question préoccupe Runham Brown, le secrétaire de l'Internationale des résistants à la guerre, dans un article intitulé « Comment faut-il résister à la guerre ? » publié dans l'hebdomadaire belge **le Rouge et le Noir** (6 mars 1935). Il y expose les considérations éminentes suivantes :

« La puissance de résistance contre la guerre se trouve **dans l'idée**. Le danger de la guerre est la croyance en des idées fausses. La puissance de pouvoir empêcher la guerre est dans la croyance en une idée juste. Cette idée ne doit pas seulement être prêchée par des mots ; elle doit être exercée dans la vie, dans la pratique. Cinquante pour cent de tous les soldats du monde préféreraient refuser le service militaire s'ils osaient...

« Le mot de « révolution » fait peur à la plupart des gens. Ils voient en pensant à ce mot des barricades dans les rues, des ouvriers armés de cannes, de pierres et d'armes essayant de tenir contre les mitrailleuses et tombant à la fin — c'est-à-dire une inutilité sanglante, qui n'aboutit à rien... Mais la révolution pour laquelle le réfractaire à la guerre combat **ne se fait pas d'une telle manière**. Quand même elle ne sera faite que par la rébellion, c'est-à-dire par le refus personnel et par la résistance passive contre **l'autorité**. »

Dans ces mots se trouve le point essentiel du problème entier, dont la solution va nous montrer comment il se fait que nous voyons une préparation gigantesque à la guerre sans la résistance des peuples. Pour la première fois, un pacifiste reconnaît que le refus de la discipline et la résistance passive contre l'autorité de l'État sont la question essentielle pour le combat contre la guerre. C'est un fait nouveau dans le mouvement pacifiste : jusqu'à maintenant, il n'y avait que l'anarchisme qui avait constaté et prouvé

cela. Jamais auparavant le pacifisme n'a voulu reconnaître que la lutte contre la guerre n'est qu'une grimace sans la lutte **contre le principe d'autorité.**

Presque tous les pacifistes ont la fausse opinion qu'on pourrait combattre la guerre sans attaquer l'Etat, et ils s'adressent aux gouvernements pour qu'ils abolissent le militarisme en méconnaissant le fait que l'Etat représente l'autorité et le militarisme, que la guerre n'est qu'une question de conservation de soi-même.

Il faut dès maintenant bien comprendre : C'est cette erreur des pacifistes envers le principe d'Etat qui est la déplorable cause du fait que les gouvernements peuvent préparer la guerre sans se heurter à la résistance du peuple.

Les pacifistes ont méconnu l'Etat et le principe d'autorité. Ils n'ont pas compris que la guerre n'est pas un caractère isolé de l'Etat mais un moyen dont dispose l'Etat pour garder sa souveraineté dans tous les autres domaines de la vie.

Runham Brown a bien raison de dire que 50 % de tous les soldats n'osent pas refuser le service ; moi, je peux dire à juste titre aussi que 90 % de tous les pacifistes n'osent pas s'opposer à l'autorité de l'Etat. Comment le demander aux masses populaires ? Les pacifistes n'ont rien fait pour libérer l'esprit du peuple de sa foi en l'Etat. On ne peut pas combattre une chose qu'on considère d'autre part comme une déesse supérieure qui doit apporter le salut...

La plupart des pacifistes reconnaissent l'Etat comme une sainte nécessité pour la sauvegarde individuelle dans la vie, tandis que l'Etat n'est pas du tout une nécessité pour le maintien de l'ordre dans la société ; l'Etat n'est pas du tout une sauvegarde de la vie et du bien de l'individu, bien au contraire. Mais on ne peut pas reconnaître la nécessité de l'Etat en temps de « paix » et vouloir refuser à ce même principe qu'on croit bon le secours au moment où ce principe est attaqué et en danger... Ce n'est pas logique et cela ne peut pas être compris par les masses. Les pacifistes eux-mêmes renoncent souvent à leur pacifisme en reconnaissant les raisons de l'Etat et la nécessité d'une « défense du pays ». C'est logique, car on ne peut pas nier que celui qui reconnaît la nécessité de l'Etat pour la société doive reconnaître aussi que l'Etat est la sauvegarde de la défense de la Nation, de la Patrie dans le sens des gouvernants. C'est pourquoi, par cette erreur fondamentale, le navire de l'idée de paix chavire.

Il n'y a que l'anarchisme qui puisse nier avec logique tout nationalisme et la défense de la nation en niant l'autorité et l'Etat en soi. Les décisions dans les conflits des gouvernements ne l'inté-

ressent qu'indirectement, et les anarchistes réservent leurs forces pour combattre les causes de la guerre, sans les gaspiller au service de l'un ou de l'autre gouvernement.

Les pacifistes qui ne nient pas et ne combattent pas le principe d'autorité en soi comme l'auteur de tous les maux se tuent eux-mêmes. Ils n'apprennent pas aux masses à voir le mal dans l'autorité. Comment alors ces masses peuvent-elles en cas de guerre refuser la discipline et faire une résistance passive ?

C'est aussi dans ce fait que repose la victoire du fascisme partout. Pendant des dizaines d'années, le marxisme a inculqué aux ouvriers la nécessité de l'Etat, la nécessité de prendre le pouvoir, et même de la dictature et de la supériorité de la centralisation, politique, économique et spirituelle. Le fascisme en a tiré les conséquences. Les peuples se plient devant la violence des dictateurs fascistes parce qu'ils n'ont rien appris d'autre des chefs de leurs partis.

Et pour cette même raison il n'y a pas de grande et forte organisation des masses qui combattrait la préparation à la guerre des gouvernements divers, qui s'élèverait activement contre leur autorité. Le manque d'un grand mouvement anarchiste soutenu par le pacifisme prend sa terrible revanche.

(...)

Avec Tolstoï et d'autres je nie la « collaboration pacifique de plusieurs gouvernements démocratiques » ; Tolstoï aussi nous a montré du point de vue chrétien que la base de tout Etat est la violence. Même la sociologie des universités a dû le reconnaître (Gumplowicz, Rutenhofer, Oppenheimer et d'autres) (1). Nous voyons ainsi que tous les gouvernements préparent leurs sujets à la guerre ; seulement, les uns le font pour la guerre, les autres pour la paix... Tous les gouvernements trompent leurs sujets de la même façon en disant que la guerre est menée pour la défense du pays, de la vie de son peuple, etc.

Il est vrai que l'objection de conscience au service militaire veut dire un sacrifice, même souvent la mort. Mais marcher à la guerre, qu'est-ce que ça veut dire ? C'est aussi la mutilation, la mort... Pourquoi ne pas se sacrifier plutôt pour l'idée de la Paix ?

(1) Et, pour citer un sociologue plus connu, Max Weber : « L'Etat ne se laisse définir sociologiquement que par le moyen spécifique qui lui est propre, ainsi qu'à tout autre groupement politique, à savoir la violence physique. » (Le savant et le politique.)

Je ne veux inciter personne à faire une action à laquelle il n'est pas poussé lui-même par sa conscience, mais on ne peut pas nier que quelques milliers d'objecteurs seulement ne peuvent être exécutés sans que le peuple se révolte. Et même la mort, n'est-elle pas meilleure et plus honorable pour la paix que pour le principe néfaste et affreux de la guerre ?

Et puis, l'objection peut se manifester non seulement par le refus direct, mais aussi dans l'armée même, aussi longtemps qu'elle poursuit son principe antimilitariste et antiguerrier. Les Grecs étaient le plus à craindre lorsqu'ils se trouvaient dans le cheval de Troie...

Mais la seule action conséquente du pacifiste est le refus individuel, soit-il ouvert ou caché. C'est aussi le seul qui puisse se manifester sans la grande masse ; ce n'est pas important que nous ne puissions empêcher la guerre — il suffit pour les pacifistes de n'avoir rien à se reprocher, d'avoir fait tout ce qu'ils pouvaient pour ne pas faire partie eux-mêmes de la guerre. En ce qui concerne ceux qui sont enthousiasmés et qui se plient, on pourrait discuter s'ils ne tombent pas sous la loi de la sélection en ouvrant la voie à un développement plus pacifique.

Est-ce que l'objection est vraiment un affaiblissement de la force de résistance parmi les peuples démocratiques et plus « libertaires » « dans cette partie du monde qui n'est pas encore folle » ? Le professeur Einstein (2) devrait nous prouver que la guerre qui éclatera sera des deux côtés autre chose que la démence et la folie. Nous croyons qu'il vaut mieux continuer à dire avec Bertrand Russell : « Aucun des maux qu'on veut éviter par la guerre n'est pire que la guerre elle-même. »

En ce qui concerne la proposition du professeur Einstein de mettre à la place de l'objection à la guerre le rapprochement des gouvernements et des pays qui veulent un progrès pacifique contre un Etat ou plusieurs qui veulent la guerre et vont à l'attaque, c'est notamment le point de vue des gouvernements réunis dans la S.D.N. Mais ce point de vue est faux, car la guerre est une loi de survie pour l'Etat à des intervalles réguliers, ce qui est prouvé depuis longtemps par la sociologie. Dans toute l'histoire, nous ne trouvons pas un seul Etat qui aurait pu tenir sans guerres. Chaque gouvernement veut le « progrès pacifique » aussi longtemps qu'il est avantageux ; une guerre lui promettant plus, c'est l'Etat qui la fait.

Cette opinion naïve du « progrès pacifique » parmi les gouvernements est réfutée aussi par le fait qu'il n'y a pas un seul gouvernement qui désarmerait volontairement.

(2) Dont Ramus a exposé plus haut la théorie du « pacifisme relatif ».

Même les Etats « désarmés » comme l'Allemagne, la Hongrie, etc., ont toujours gardé un petit reste d'armements qui ont été accordés par les traités. Et au lieu de désarmer entièrement pour ôter tout prétexte aux autres gouvernements d'une nécessité d'armement, ils se sont efforcés d'obtenir « égalité des droits ». Ils rendent ainsi un double service : d'un côté à l'industrie des armements de leur propre pays, en même temps qu'à celle des autres pays — au fond, c'est une haute trahison du peuple, du pays, de la paix...

Ainsi nous devons dire : l'objection et la résistance à la guerre forment un principe qui vaut envers tous les gouvernements.

La vie du peuple, le pays d'un peuple ne peuvent pas être sauvegardés par la guerre, et à l'Etat qui demande la vie du peuple il doit être répondu par le refus et la résistance à la guerre. Mais qui pourra rester fidèle à ce principe ?

Seul l'homme qui comprend qu'une institution — l'Etat — qui organise le crime le plus redoutable, la guerre, ne pourra jamais garantir une société pacifique, juste et digne.

Il n'y a donc que l'anarchiste qui soit le pacifiste conséquent.

Dans la politique et la société, c'est toujours l'Etat qui met la paix en danger, parce que les intérêts de l'Etat forment des prétextes à des conflits si grands qu'ils mènent forcément la guerre.

Toutes les guerres des temps modernes ont des causes communes : **le désir de puissance de l'autorité et le désir d'exploitation des monopoles.** L'Etat ne peut garantir que jusqu'à un certain point limité la paix dans la vie sociale. Aussitôt que les profits et la puissance de l'Etat sont en jeu, il n'y a plus qu'un seul principe qui règne : la violence, la supériorité du plus fort.

Le maintien de cet Etat monopoliste capitaliste n'est possible que par la création d'institutions militaires. Le militarisme n'est pas seulement une force improductive, mais c'est aussi un facteur économique pour le capitalisme, car le militarisme a besoin de produits et pouvoir les fournir donne lieu à une participation importante au système monopoliste, à ses possibilités d'enrichissement. Enlever au capitalisme ces débouchés équivalait à mettre en danger le système capitaliste, ce qu'il ne peut pas supporter à la longue.

L'autorité, le monopolisme, le militarisme, ce sont les bases de l'Etat. L'anarchiste reconnaît ces bases dans toute société fondée sur la violence et c'est pourquoi son pacifisme ne peut jamais se décider pour une guerre qui serait en faveur de tel ou tel gouvernement. Pour un anarchiste, l'occupation de son pays par une

autre nation vaut mieux que la bestialité d'une guerre ; aucun gouvernement ennemi ne peut être aussi oppresseur, aussi meurtrier que le champ de bataille, la guerre...

C'est pourquoi seul l'anarchiste peut refuser la guerre en toutes circonstances ; celui qui reconnaît l'Etat comme base de la société doit reconnaître aussi la guerre qui n'est que la lutte d'un Etat pour se maintenir sous sa forme nationale et politique.

Aussi longtemps que le pacifisme ne voudra pas comprendre cette vérité, il restera vaincu. Seul le pacifisme qui ne comprend qu'une institution dont la vie historique comporte la guerre en soi et ne peut jamais sous aucune forme garantir la paix, seul ce pacifisme pourra enflammer les peuples pour qu'ils se refusent à toute « guerre nécessaire ».

Seul un peuple qui ne croit plus en l'Etat, qui ne lui obéit plus, pourra résister à la guerre en rendant impossible sa préparation.





(Texte tiré d'une anthologie publiée par un pacifiste autrichien, Franz Kobler : « Violence et non-violence », Zurich 1928. Le texte de Ramus est la première partie d'un « dialogue » sur l'Etat et la violence ; le second texte, signé d'un juriste, tend à prouver que l'Etat est nécessaire, et donc la violence ; ce qui importe, c'est de savoir si elle est juridiquement fondée, ou non.)



ÉTAT ET VIOLENCE

Dans tout Etat, il n'y a face à face que des maîtres et des esclaves. Une organisation d'Etat est l'organisation de l'autorité dans un espace géographique limité.

Quelle est la caractéristique essentielle de toute autorité ? La violence. L'Etat utilise la violence pour exercer son autorité, et sans violence il n'y a pas d'autorité. Prétendre que l'autorité repose sur une violence dont la nécessité est reconnue par les sujets eux-mêmes, c'est défendre une conception fautive pour la bonne raison qu'une telle conscience ne peut être créée qu'artificiellement par la violence de l'Etat, par l'éducation, l'opinion publique et l'entourage.

La théorie juridique de l'Etat s'est toutefois efforcée depuis toujours de prouver que la violence de l'Etat a des racines juridiques et se développe à partir du droit. Cette tentative est facile à concevoir car, à peine est-il prouvé que nous n'avons à faire dans l'Etat qu'avec une organisation de violence, il faut renoncer à toute justification de l'Etat qui ne repose pas sur la théorie de la puissance (Hobbes, Austin, Haller). Mais l'Etat et le Droit ne sont pas identiques l'un à l'autre. Cela prouve que la pression juridique qu'exerce l'Etat contre chaque individu cesse face au détenteur de la violence suprême. Nous trouvons cela dans les Etats despotiques comme dans les républiques les plus évoluées. Dans tous les Etats il y a un point où l'Etat approche l'*ultima ratio* de son existence et impose une violence à la société, face à laquelle toute protection juridique lui est refusée, et détruite par l'Etat souverain. Ce fait est compréhensible si l'on reconnaît que l'Etat n'est rien que la violence centralisée et organisée dans la société et contre la société. S'il faut dissimuler ce fait, comme le fait la théorie juridique de l'Etat, il est alors nécessaire de recourir à tous les schémas de compréhension possibles.

L'anarchisme repose sur la reconnaissance que le droit public dans ses éléments essentiels est un état de violence systématisé. Nous ne voyons nulle part que le droit public garantisse à l'individu l'assurance du minimum vital, à la société la protection de ses intérêts collectifs.

Il est faux de prétendre que cela est contenu justement sous forme d'obligation par le droit public. Cela vient déjà du fait que les sources juridiques, d'où les théories de l'Etat tirent la soi-disant « origine du droit », sont complètement mythiques ; le vrai Droit au contraire a son origine exclusivement dans le droit coutumier de la société. Ce que nous appelons droit public, c'est l'établissement d'une règle de violence par une pression consciente.

Dans cette analyse, l'anarchisme est même confirmé par l'aveu involontaire de la théorie juridique de l'Etat. Celle-ci fonde la pression juridique dans le fait qu'une organisation raisonnable de la vie sociale n'est possible que par une loi née d'un point de vue unitaire, valable pour tout l'être social et établie par lui. Elaborer un règlement extérieur du comportement humain, sans prendre en considération la volonté autonome de l'individu, c'est lui faire violence et nier l'éducation morale de chacun, qui ne peut se faire que dans le libre développement de sa vie intérieure.

Au sujet du libre développement et de l'éducation morale de l'individu, l'anarchisme affirme qu'ils suffisent amplement à mener la société à une conscience juridique toujours plus civilisée et qui s'exprime plus purement.

Ce serait faux d'admettre que l'anarchisme, parce qu'il s'efforce de parvenir à un état de non-violence, adopte le point de vue de la non-résistance et de l'acceptation du mal. Certes, l'anarchisme défend le principe de non-violence aussi dans la pratique de l'action sociale, mais il la comprend comme l'opposition à la violence exercée par l'Etat. L'anarchisme reconnaît cette dernière dans la violence armée. A l'opposé de tout autre mouvement révolutionnaire des temps modernes, l'anarchisme ne cherche pas à conquérir cette violence, il n'utilise aucune violence armée pour réaliser ses aspirations. Son but, au contraire, c'est de détruire l'organisation armée à l'intérieur de la société. Son principe, c'est : « Pas d'opposition à la violence avec les moyens violents de l'Etat — les armes ! » Au lieu de cela, l'anarchisme, dans sa phase actuelle de développement, utilise les moyens d'action socio-économiques qui se trouvent dans la conscience et la force de travail des hommes.

Pierre RAMUS

Note bibliographique

Nous n'avons pas réussi à reconstituer une bibliographie complète de Ramus ; comme la presque totalité de ses écrits n'existent qu'en allemand, nous avons préféré nous borner à donner la liste de ce que possède le Centre International de Recherches sur l'Anarchisme (24, avenue de Beaumont, 1012 Lausanne, Suisse) et qui est à la disposition de chacun.

Das anarchistische Manifest (Le manifeste anarchiste) ; Verlag Max Lehmann, Berlin 1907.

Zur Kritik und Würdigung des Syndikalismus (Critique et éloge du syndicalisme) ; Berlin 1908.

Den anarkistiska Antimilitarismen (L'antimilitarisme anarchiste) ; Stockholm 1911.

Die Neuschöpfung der Gesellschaft durch den kommunistischen Anarchismus (La recreation de la société par le communisme anarchiste) ; Wien 1920.

Die Irrlehre des Marxismus im Bereich des Sozialismus und Proletariats (La fausse doctrine du marxisme dans le domaine du socialisme et du prolétariat) ; 2te Auflage, Verlag R. Löwit, Wien & Leipzig 1927 ; Bibliographie.

« Staat und Gewalt » (« Etat et violence »), in Gewalt und Gewaltlosigkeit (Violence et non-violence), hrsg. von Franz Koblner ; Zurich 1928.

Le communisme anarchiste comme réalisation pour les temps actuels ; préface d'E. Armand ; La brochure mensuelle n° 143, Paris, novembre 1934.

La préparation à la guerre, sans la résistance du peuple — Pourquoi ? suivi de : Tu ne tueras point, de L. Tolstoï ; La brochure mensuelle n° 154, Paris, octobre 1935.

Why does anarchism progress so slowly? (Pourquoi l'anarchisme progresse-t-il si lentement ?) ; San Francisco, « Man ! » éd. 1935.

● sur Pierre Ramus, voir :

article de L.S. in « Befreiung » (Mülheim), juillet 1966 ;

article d'E. Reigis in « Reconstruire » (Buenos Aires), 1967.

L'Institut international d'histoire sociale, à Amsterdam, possède tous les manuscrits qu'a laissés Ramus, en particulier celui d'un livre : « Mensch, Staat und Gesellschaft » (L'homme, l'Etat et la société) ; ils sont malheureusement difficilement consultables.

La photo de couverture nous a été aimablement fournie par la fille de Ramus, Mme Lilly Schorr ; nous l'en remercions.

CORRESPONDANTS LOCAUX

« Anarchisme et Non-Violence » n'est pas seulement une revue; les camarades qui l'animent s'emploient à entretenir entre eux et autour d'eux un dialogue permanent.

Dans ce but les correspondants locaux se tiennent à la disposition de ceux qui à travers la lecture de la revue s'intéressent à ce courant de pensée et désirent s'associer de plus près à nos études, à nos recherches et à nos tentatives d'action.

ARDENNES : Jacky Turquin, 85, route de Mezières,
08 - Prix-lès-Mézières.

BAS-RHIN : Pierre Sommermeyer, 23, rue Ehrmann,
67 - Strasbourg.

EURE : Michel Bouquet, app. n° 2, Immeuble Normandie,
27 - Verneuil.

FINISTERE : Claude Roux, 8, av. de Kernégues, 29 N - Morlaix.

HAUTE-GARONNE : Daniel Besançon, Cité Bordclongue, Bât. 4,
31 - Toulouse.

PARIS : A. Bernard, 22, allée de la Fontaine, 93 - Le Raincy.

VAR : Marcel Viaud, La Courtine, 83 - Ollioules.

BELGIQUE : Hem Day, B.P. 4, Bruxelles 29.

SUISSE : Marianne Enckell, 24, av. de Beaumont, 1012 Lausanne.

Cahiers d'études trimestriels

Directeur de la publication : Anita Bernard

PRIX DU NUMERO : 2 F

ABONNEMENT CINQ NUMEROS : 10 F.

C.C.P. : Marcel Viaud, 2.298-84, Marseille.

La Courtine - 83-Ollioules.